

Discours prononcé lors des vœux 2007

Monsieur le Gouverneur,
Madame la Présidente du Conseil,
Monsieur le Greffier,
Monsieur le Receveur,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs les agents provinciaux en vos titres et qualités,
Mesdames et Messieurs les responsables d'institutions sœurs,
Chers collègues membres du Collège provincial,

Au nom du Collège provincial et de l'ensemble du Conseil provincial, je me permets à mon tour de vous présenter à vous et à vos familles et proches nos meilleurs vœux.

Qu'il me soit aussi permis de vous remercier et de vous féliciter pour le travail accompli cette année au service des Luxembourgeoises et des Luxembourgeois.

Le Collège est pleinement conscient des difficultés journalières qui sont les vôtres au sein de vos institutions, conscient aussi des difficultés toujours plus grandes que vous rencontrez pour servir le bien commun et l'intérêt général.

La complexité administrative et juridique toujours plus grande des procédures et les limites budgétaires qui s'imposent sont autant de difficultés avec lesquelles vous devez conjuguer chaque jour.

Dans ce monde de l'individualisme poussé à outrance et au sein d'une société perdant parfois ses repères, le rôle d'un service public de proximité tel que celui de notre province se doit d'évoluer, de réorienter ses procédures. Il se doit de continuer de s'interroger sur la ligne de cohérence à garder pour que toujours l'intérêt général soit sauvegardé.

C'est à ce prix que l'Administration gardera sa crédibilité et justifiera l'importance de son maintien et même de son développement.

Vous êtes les artisans de cette action publique provinciale, soyez-en toujours des moteurs. Soyez aussi attentifs et même réactifs pour que toujours les citoyens se sentent attachés à cette vénérable Institution provinciale.

Si j'évoque cela aujourd'hui, c'est parce que peut-être bien plus qu'hier notre Institution provinciale est menacée. J'ose d'ailleurs espérer qu'elle n'est nullement en sursis. On peut s'interroger quant on lit les dernières déclarations du Ministre-Président de la Région wallonne, envisageant la suppression des provinces voire des Intercommunales.

Au moment où, après plus de six mois la crise politique se dénoue, et où un gouvernement se constitue avec, à son programme une volonté de nouvelle voire de grande réforme institutionnelle, on peut s'interroger et avoir des craintes.

Nous devons, les uns et les autres, mandataires politiques, mais aussi agents de la fonction publique que vous êtes tous, cadres et non cadres, être et rester attentifs.

Nos Provinces pourraient être sacrifiées sur l'autel d'une future réforme institutionnelle. Restons-y attentifs et soyons toujours prêts à les défendre.

C'est par notre travail de tous les jours que nous y contribuerons. Nous n'avons donc pas le droit de nous reposer sur nos lauriers, de nous renfermer sur nous-mêmes. Nous n'avons surtout pas le droit de profiter d'un système pour notre intérêt personnel, ni surtout de nous satisfaire de droits acquis.

Je sais qu'aujourd'hui plus qu'hier on vous demande énormément de professionnalisme, de courage, de capacités, de remise en question et même de mobilité.

Puisse chacun d'entre-vous comprendre qu'il s'agit là d'un devoir que nous avons envers la société, envers les Luxembourgeoises et les Luxembourgeois en particulier.

Cette dynamique, le Collège provincial se l'applique et fait sienne les priorités que je viens d'énoncer.

Depuis 14 mois de travail au sein de la nouvelle équipe politique, je puis vous assurer et Monsieur le Greffier peut en attester, que le Collège s'applique à orienter voire réorienter les politiques et actions en ce sens.

L'individualisme si souvent décrié a fait place à un véritable travail d'équipe.

Nombre de politiques importantes et nouvelles sont aujourd'hui gérées en pleine transversalité. Le travail d'équipe est l'objectif continuellement recherché et c'est sans aucun tabou que nombre de dossiers sont évoqués, analysés et décidés.

Cet esprit et ce travail d'équipe ont déjà permis de mettre en chantier nombre de réformes et prises d'initiatives :

- ❖ Au niveau budget, des orientations et réorientations budgétaires ont été faites avec pour seuls objectifs les adaptations en fonction des besoins réels de terrain ;
- ❖ En matière de rigueur de gestion, deux cellules task force ont été mises en place pour le contrôle de l'ensemble des marchés publics et pour le contrôle des subventions financières accordées aux ASBL ;
- ❖ C'est aussi sans tabou, que le Collège a, dans un souci d'efficacité et dans l'intérêt pour les agents le souhaitant, adopté et admis la mobilité interne ;
- ❖ C'est dans ce même souci qu'ont été adoptées des facilités de fin de carrière pour l'ensemble des agents ;
- ❖ Enfin, je ne peux passer sous silence le contexte et les décisions prises lors du dernier débat budgétaire.

Face aux besoins financiers des services la situation budgétaire et financière devenait impossible. Sans des mesures importantes, nous allions à la catastrophe et j'ose même le dire à un clash budgétaire sans précédent. Alors que les règles prescrites par notre Tutelle, risquaient de nous imposer une année 2008 et une législature de très grande récession et même, n'ayons pas peur des mots, risquaient

de nous obliger à d'importants licenciements, le Collège - suivi en cela par le Conseil provincial - a su prendre ses responsabilités.

Nous avons refusé de nous inscrire dans une opération de récession démesurée, de détricotage des services et de suppression d'emplois.

De manière politiquement courageuse, nous avons préféré prendre le risque d'une augmentation de la fiscalité, renonçant en cela aux obligations de paix fiscale nous imposée par les niveaux de pouvoirs supérieurs et de Tutelle.

Durant des semaines et des mois, ensemble nous avons essayé de convaincre pour obtenir une approbation, chose obtenue depuis quelques jours.

Aujourd'hui, je pense pouvoir dire que l'avenir financier de la province est assuré et nous pouvons rassurer l'ensemble de nos collaborateurs quant au plan de gestion des dix prochaines années.

Sans éléments extérieurs, indépendants de notre volonté, d'ici 2012, fin de la législature actuelle, la trésorerie aura été reconstituée et le fonds de pension assuré.

Mais chers amis, chers collaborateurs, cette situation nous la devons à l'effort fiscal supplémentaire imposé à chacun des contribuables luxembourgeois.

Par respect pour eux, il nous faudra utiliser avec encore plus de rigueur, ces nouveaux moyens, raison pour laquelle notre province doit aussi faire son effort, se réorienter, revoir son fonctionnement pour que demain les gaspillages soient évités.

Par un nouveau management responsabilisant l'ensemble des agents.

Par une adaptation des fonctions et qualifications, voire par une amplifications des mobilités internes.

Par un travail et un comportement encore plus responsable.

Par des économies d'échelle et des mises en commun des ressources et connaissances en transversalité dans les services.

Par une chasse au moindre gaspillage... et j'en passe.

Nous devons demain agir en responsables, gardiens que nous sommes des deniers publics.

Ces politiques pragmatiques ne doivent cependant pas nous empêcher de mettre de l'ambition dans notre action.

De nombreux chantiers ouverts doivent être poursuivis et de nouveaux défis doivent être relevés.

Je pense par exemple :

- ❖ A l'indispensable évolution en matière de management et de gestion des ressources humaines qu'il nous faut inculquer ;
- ❖ Au travail de l'équipe de management qui, je pense, doit être amplifiée et élargie à la hiérarchie intermédiaire contribuant ainsi à construire un véritable esprit d'entreprise et de groupe;
- ❖ Au développement durable, nouvelle composante à intégrer dans toutes nos actions ;

- ❖ Au dossier et défis oh ! combien important qu'est le dossier des hôpitaux et d'une intercommunale unique qui devrait intégrer le CUP mais aussi et peut-être l'ensemble du secteur de la santé mentale ;
- ❖ Au Fourneau Saint-Michel, pour lequel nous voulons non seulement un maintien mais un nouveau souffle et une action volontariste de développement passant éventuellement par l'implication du secteur privé ;
- ❖ Au CER qui au cœur de réformes fondamentales, veut investir sur ses potentialités et veut devenir moteur d'un véritable pool vétérinaire et scientifique ;
- ❖ Au DST, qui après des années de relative léthargie imposée au niveau de son service des routes, situation engendrée par une volonté imposée de la Région wallonne de reprendre nos voiries, chose qu'à ce jour elle a été incapable de concrétiser.

A ce sujet, voyant cette incapacité de la Région wallonne de régionaliser les routes et les rivières, je suggère que nous soyons proactifs et ambitieux et que nous réclamions plutôt la provincialisation de nouvelles voiries et, pourquoi pas, des cours d'eau communaux .

L'histoire nous a en effet appris que l'attaque est souvent la meilleure défense.

C'est dans ce contexte que je propose qu'ensemble, mandataires politiques et tout le personnel nous réfléchissions à proposer de nouveaux services, de nouvelles actions et ce, prioritairement en concertation avec nos communes, voire avec la Communauté française.

Voilà donc chères amies, chers amis, du travail sur la planche.

Raison pour laquelle en vous présentant au nom du Collège nos meilleurs vœux, je vous invite à faire de 2008 une année où ensemble nous relèverons ces défis.

Puisse celle-ci nous voir tous actifs et bâtisseurs de l'avenir de nos enfants. Puisse celle-ci nous voir en excellente santé pour relever l'ensemble des défis provinciaux qui sont les nôtres, les vôtres et ceux de tous les Luxembourgeois. Je vous remercie et vous, et nous y engage.

Pour paraphraser Monsieur le Greffier, je dirai :

Conjuguer et vivre l'action au présent oui ! Construire le futur est et reste indispensable !

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, 2008 sera ce que nous en ferons. Soyons des bâtisseurs d'avenir et de bonheur pour les Luxembourgeois.

Daniel Ledent
Président du Collège provincial